

Rejet de la demande de sanctions des sénateurs américains à l'encontre de la Bolivie

Image not found or type unknown

La Paz, 25 mars (RHC) Le président du Sénat bolivien, Andrónico Rodríguez, et le vice-ministre des Affaires étrangères, Freddy Mamani, ont rejeté samedi la demande de six membres du Congrès américain au gouvernement de ce pays d'appliquer des mesures restrictives unilatérales contre le pays sud-américain pour des violations présumées des droits de l'homme.

Dans une déclaration publiée sur ses réseaux sociaux, Rodríguez a affirmé que "la communauté internationale doit connaître et tenir ce sénateur américain et d'autres personnes de son pays pour responsables de la promotion de politiques interventionnistes dans différentes régions du monde".

Il a rappelé que le respect de la souveraineté de chaque pays est un principe fondamental de la coexistence harmonieuse de la communauté internationale. Il a ajouté que ces "insinuations interventionnistes" sont liées aux déclarations du chef du commandement sud des États-Unis, le général Laura Richardson, concernant l'intérêt de Washington pour le lithium et d'autres ressources latino-américaines.

Dans une déclaration, le ministre des affaires étrangères, M. Mamani, a précisé que les poursuites engagées contre Áñez et Camacho ne relevaient pas de la responsabilité du gouvernement américain.

Il a estimé que la demande émanait de "seulement six membres du Congrès, sur les 435 que compte le Congrès américain". Il a ajouté qu'elle manquait de sérieux et n'était pas fondée.

Mamani a affirmé que son pays défend les droits de l'homme et l'accès à la justice, "et cet engagement est démontré par l'ouverture de notre gouvernement à inviter la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui viendra observer la situation des droits de l'homme dans notre pays", a-t-il déclaré.

Il a affirmé que la communauté internationale reconnaît l'engagement de la Bolivie dans ce domaine, raison pour laquelle elle l'a élue à la vice-présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Cette semaine, les sénateurs Marco Rubio, Rick Scott et Bill Cassidy, ainsi que les représentants Carlos Giménez, María Elvira Salazar et Mario Díaz-Balart, tous ultra-conservateurs, ont envoyé une lettre au président Joe Biden pour demander l'application de sanctions contre la Bolivie.

Selon eux, des violations des droits de l'homme ont été commises dans ce pays d'Amérique du Sud dans le cadre de la détention de l'ancienne présidente de facto Jeanine Áñez et du chef du coup d'État et gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho.

Selon les membres du Congrès, leur arrestation affaiblit l'opposition en Bolivie et ouvre la porte au Parti communiste chinois et à "d'autres régimes autoritaires pour imposer davantage leurs intérêts stratégiques dans le pays sud-américain et dans la région". (Source Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/317758-rejet-de-la-demande-de-sanctions-des-senateurs-americains-a-lencontre-de-la-bolivie>



Radio Habana Cuba